
PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DES FINANCES
ET DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES AFFAIRES CULTURELLES

ARRETE 2D/4B/I/93
N° 85 du **08 JAN. 1993**

mettant en demeure la S.A. Fers et Métaux
à FOUGEROLLES de se conformer aux
dispositions de l'arrêté n° 1304 du
29 mai 1992.

RÉF A RAPPELER : EJ/AJ
Melle JACOB
AFFAIRE SUIVIE PAR : 3591

POSTE TÉL. :

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

- VU - la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 23 1er alinéa ;
- VU - le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment ses articles 17 et 18 ;
- VU - la nomenclature des installations classées ;
- VU - l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 189 du 20 janvier 1975 autorisant la S.A.R.L. Fers et Métaux à exploiter un chantier de récupération de métaux ferreux et non ferreux à FOUGEROLLES ;
- VU - l'arrêté préfectoral n° 1304 du 29 mai 1992 prescrivant à la S.A. Fers et Métaux la réalisation d'une étude pour le réaménagement du chantier de récupération à FOUGEROLLES, au lieu-dit "Les Grands Prés" ;
- VU - le procès-verbal d'infraction dressé le 2 octobre 1992 constatant le défaut de fourniture de l'étude prescrite par l'arrêté préfectoral du 29 mai 1992 susvisé ;
- VU - l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 28 décembre 1992 ;
- SUR - proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

A R R E T E :

ARTICLE 1 - La S.A.R.L. Fers et Métaux, domiciliée à FOUGEROLLES 70220, est mise en demeure de fournir l'étude pour le réaménagement de son chantier de récupération sis à FOUGEROLLES, qui est prescrite par l'arrêté préfectoral n° 1304 du 29 mai 1992, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette étude consiste en l'évaluation des remèdes rendus nécessaires par les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées par l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1975 autorisant l'exploitation d'un chantier de récupération de métaux ferreux et non ferreux au lieu-dit "Les Grands Prés", parcelles cadastrées section AD n°1, 2, 3, 99 et 100.

Le travail d'évaluation devra faire apparaître les coûts afférents à chacun des aménagements, travaux et dispositions qui sont nécessaires pour normaliser la situation.

ARTICLE 2 - Si, à l'échéance visée à l'article 1er, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues par l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera notifié à la S.A. Fers et Métaux. Il sera affiché pendant un mois à la mairie par les soins du maire de FOUGEROLLES.

La présente notification ne peut être déferée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Région de Franche-Comté -, M. le Maire de la commune de FOUGEROLLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Région de Franche-Comté - 7, rue Léonard de Vinci - 25000 BESANCON,

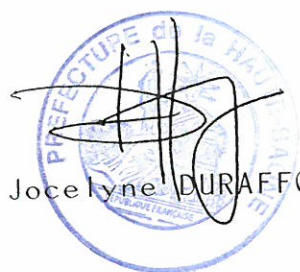
.../...

- 3 -

- . *Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Région de Franche-Comté - Subdivision de VESOUL - B.P. 151 - 70003 VESOUL CEDEX,*
- . *Monsieur le Maire de la Commune de FOUGEROLLES,*
- . *S.A. Fers et Métaux.*

POUR AMPLIATION,
POUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DU BUREAU

FAIT A VESOUL, LE **08 JAN. 1993**



Joelyne DURAFFOURG

LE PREFET,
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL
Michel JEANJEAN